

INTRA.*



LE MÉDIATEUR,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Hélas ! la vérité si souvent est cruelle !—VOLTAIRE.

VOL. 1.]

NEW-YORK, 18 MAI, 1814.

[No. 10.]

New-York le 18 Mai 1814, 6 heures du Soir.

Si j'en crois mes justes pressentiments la question est jurée : L'œuvre de la folie, a été de courte durée ; la coalition est ensevelie dans le centre de la France. (Extrait du Médiateur, du 2 Avril, 1814, No. 1. Page 16.)

AVIS AU PUBLIC.

Le Brig RÉGENT, en 39 jours' de Nantes, (dit-on) vient d'arriver dans ce port.

Le Capitaine, équipages, armateurs, et consignataires, annoncent qu'il n'y a pas de papiers, ni de nouvelles de France.

Cette réticence perfide ne peut avoir d'autre motif qu'une vile cupidité, pour se livrer à des spéculations lucratives et honteuses ; tromper la bonne foi publique et s'enrichir aux dépens de la crédulité.

Il est possible aussi que ce soit le résultat d'un calcul plus coupable encore, et que les Barbares veuillent prolonger de quelques jours les souffrances et les tourments des honnêtes gens.

Je le demande à tout homme sensé, si depuis 22 ans les nouvelles facheuses pour la France, ont jamais manqué d'arriver exactement ; et aujourd'hui qu'il s'agit du salut du monde, aujourd'hui que l'on devoit nous apprendre que la coalition est anéantie dans le centre de la France, aujourd'hui que cette prédiction est réalisée ;

* Ce No. du Médiateur devoit paroître Jeudi 19 de ce mois, il a été retardé par des raisons que je ne puis pas dire dans ce moment ; ainsi le No. du Samedi, 21—est dû à M. M. les abonnés, et ils le recevront dans les premiers jours de la semaine prochaine.

que l'Europe est vaincue : les Rois et les Couroimes ensevelies, les nations subjuguées, l'Angleterre sappée dans ses fondements ; l'Univers chancelant ; aujourd'hui, on nous annonce qu'un bâtiment parti de France depuis 30 jours, dans ces circonstances terribles, n'apporte *ni papiers ni nouvelles*. Citoyens de l'Amérique, je vous annonce, que l'on vous trompe et que l'on veut vous abuser.

“ Dans le moment où j'écris cet article, plusieurs personnes dignes de foi viennent m'apprendre qu'une lettre de Painbœuf, datée du 10 Avril, et adressée a Messrs. Stollenwerck de cette ville, annonce que **L'EMPE-REUR NAPOLEON, EST ENTRE DANS PARIS, A LA TETE DE DEUX CENTS MILLE HOMMES.**

Ils sont donc anéantis, les traitres ! ! ! !

Consummatum est.

C. A. F. LEVAVASSEUR.

P. S, 7 heures du soir. J'ai la lettre sous les yeux, que je dois à la politesse de Messrs Stollenwerck, elle est signée JOHN J. NARTIGUE.

Depuis que cet article est écrit, j'ai vu avec étonnement dans le *Mercantile Advertiser*, de cette ville, une observation erronée, qui tendroit à infirmer la vérité de ce que j'ai avancé ; cela m'a d'autant plus surpris, que Mr. Buttler, a lui même vu la lettre que j'ai citée ; il dit que le brig REGENT étant parti de Pain-bœuf le 9 d'Avril, il est impossible qu'il ait pu en apporter une lettre du 10 ; ce qui est sans réplique. Il résulte de ceci, que je suis un imposteur, où qu'il y en a un autre qui l'est à ma place et qui veut me prêter son nom. L'affaire est sérieuse, et certainement plus sérieuse, que les stupides ne l'imaginent. Mon intention n'est pas d'attaquer Mr. Buttler, qui n'a d'autre tort que d'avoir agi légèrement, ce qui est cependant une faute dans un écrivain dont le métier est d'éclairer le Public. Son devoir étoit donc de prendre ses informations à une bonne source : et M. M. PALMER et HAMILTON, armateurs du brig le *Régent*, lui auroient sans doute appris qu'il n'a quité la rivière de Loire que long-temps après et qu'ils n'ignorent pas que la nouvelle de **L'ENTRE DE NAPOLEON A PARIS, A LA TETE DE DEUX CENTS MILLES HOMMES**, étoit connue à Pain-bœuf le 10 d'A-

vril ; qui est le jour où Mr. JEAN JUSTE NARTIGUE, a écrit la lettre que j'ai citée, et que je vais sans doute être obligé de déposer entre les mains d'une autorité compétente pour en faire constater judiciairement l'AUTHENTICITE.

Or je dis à ceux qui ont des yeux pour voir.....des oreilles pour entendre.....et une intelligence pour comprendre.....Que la coalition, a été menée dans PARIS, LYON*, et BORDEAUX, par l'ordre de NAPOLEON, et qu'elle y a été anéantie, par sa *Puissance*.

CONDAMNATION.

..... Connoît-on cette fable, emblème des jugemens de la race mortelle ? Une pluie fatale tomba du ciel, et rendit sous tous ceux qui furent mouillés, même assez légèrement : c'étoit un jour de fête, et un jour de printems ; tout le monde étoit à la promenade ; un seul homme convalescent, et qui gardoit la chambre, grace au toit qui le couvroit, conserva sa raison. Quand il vit rentrer ses chers concitoyens, il alla au devant d'eux, et fut témoin de toutes les extravagances possibles, variées selon le caractère de chaque individu ; l'un faisoit le *roi*, l'autre le *général d'armée*, celui-ci le *pontife*, parce qu'il avait été le plus, mouillé. L'homme sain et sauf voulut les guérir de leur folie, en leur représentant qu'ils n'étoient pas tout-à-fait dans leur bon sens. C'est toi, maraud, s'écrièrent-ils d'une commune voix, c'est toi qui déraisonnes, Ta fièvre quarte, dont tu n'es pas guéri, en est la cause.—Eh, mes amis ! je vous réponds que vous avez besoin d'ellébore.—Nous, nous ! dirent-ils tous en chorus : vois tous les corps qui te condamnent, et résiste à ce poids d'autorités ; allons, rétracte toi, *amende honorable*, à *genoux* et confesse que c'est toi qui es fou, téméraire, extravagant, maniaque ; que nous sommes sages à la tête des conseils, à la tête des armées, à la tête des tribunaux, et que nous devons te châtier, pour ton bien, trop indulgens de ne point t'infliger une peine plus sévère .. Que put faire alors celui dont le ciel avoit épargné l'intelligence ? ce fut d'avouer au milieu du consis-

* Lyon est aussi occupé.

toire, qu'ils avoient raison puisqu'ils faisoient des arrêts et de voir *brûler son livre*, en remerciant Dieu de n'être pas brûlé lui-même.

Cinq Janvier, 1717.

“ La mort d'un Monarque est un événement dans l'univers. Frapper un roi, c'est assassiner une nation, parceque la main qui le fait tomber, cause une révolution dans le gouvernement politique. L'assassinat d'une tête couronnée précipite dans le tombeau un grand nombre de mortels. On n'attente point à la vie de ces grands personnages assis sur les trônes, sans ébranler le royaume dont ils sont les chefs. C'est donc le plus grand des délits que de porter la main sur la personne sacrée du prince. Le roi et l'état sont intimement liés ; et comment réparer le vide que cause tout-à-coup la mort d'un souverain ? comment empêcher cette foule de calamités qui vont naître, à la suite de ce grand meurtre ? La moitié de la nation peut se voir tout-à-coup ensevelie sous le cercueil royal. Qui peut aujourd'hui calculer les désastres qu'occasionna le couteau fatal qui perça le sein de Henri IV. Sully alloit consommer l'ouvrage de la grandeur de la France, Ravailiac tua sa félicité. La main d'un scélérat hardi changea le système de ce royaume, et bouleversa celui de l'Europe.

Lorsque Louis XV fut frappé, la nature du délit exigea les plus profondes recherches : le soupçon devint conviction : les paroles en l'air furent pesées ; tout devint grave : les paroles des enfans, des fous, des rêveurs, tout fut suivi, examiné. Ce crime de lèse-majesté au premier chef avoit semblé rendre tous les citoyens coupables.— Une foule de gens furent arrêtés, et le moindre mot cessa d'être indifférent.

Si les recherches parurent minutieuses et rigides, c'est qu'on sentit toutes les conséquences qui pouvoient résulter d'un pareil attentat. On établit une inquisition sévère : les perquisitions n'eurent point de relâche.

On ne pouvoit se figurer comment il s'étoit trouvé un assassin de cette espèce, qui ne pouvoit jamais échapper

aux supplices et à la mort. Quelle prétention pouvoit-il avoir ? que pouvoit-il attendre, espérer ? que faisoit à cet homme de la lie du peuple la mort d'un prince ?

Les précautions que l'on prit pour que le régicide n'échappât point au procès et aux tourmens, furent extrêmes. Un lit ingénieux fut imaginé pour qu'il ne pût attenter sur lui-même. Des médecins sembloient répondre de sa vie. Il étoit devenu un être précieux, et les mouvemens de sa tête et de ses yeux étoient comptés. Le lever, le coucher, le mettre sur son séant, étoit une affaire capitale. Ce parricide s'amusoit des soins multipliés dont il étoit devenu l'objet ; il voyoit autour de son lit une foule de personnages distingués, qui le traitoient avec une sorte de circonspection.

Chacun étoit curieux d'envisager le régicide sur le lit où il étoit couché. Un jeune chirurgien s'étant glissé, et ayant jeté un œil avide sur ce tueur de roi, Damien remarqua son coup-d'œil, et dit *qu'on l'arrête*. Le jeune chirurgien fut arrêté, et Damien dit qu'il n'avoit voulu que lui faire peur, pour le punir de sa curiosité ; mais la peur fut telle dans l'âme de ce jeune homme, qu'il mourut d'effroi.

Le genre de supplices qu'on devoit faire souffrir au criminel, étoit tout décidé. Les juges ne firent que renouveler l'arrêt porté contre Ravailiac. Il faut bien que ce crime soit le plus énorme, puisque le supplice ne fut point adouci, quoique le monarque ne fût point mort.

La curiosité fit ce jour-là, de la nation, un peuple avide de contempler ces rares tortures. Les femmes oublièrent la sensibilité de leur sexe ; et des lunettes d'approche entre leurs mains amenoient, sous leur regards, les bourreaux et les angoisses du supplicié. Leurs yeux ne se détournèrent point de cet amas de tourmens recherchés. La pitié et la commisération s'étoient envolées de la place où le criminel expioit son forfait par le plus long et le plus cruel des supplices. Il fut tel, que la postérité frémit, en lisant le récit.

On aura peine à le concilier un jour avec nos mœurs, avec notre philosophie ; mais les loix anciennes ordonnoient que les mêmes tourmens fussent renouvelés, et le parlement ne changea rien à l'arrêt rendu en 1610.

Lorsqu'on instruisoit le procès de Ravallac, un italien nommé Balbany, très habile mécanicien, se présenta à l'avocat-général, et lui dit qu'il se chargeoit de questionner le coupable sans lui briser aucun membre ; mais de manière à lui arracher, par la gradation des douleurs, le secret de ses complices. L'avocat-général en fit son rapport au parlement, qui étoit sur le point d'agréer la chose ; mais il vint des oppositions de la part de la cour du louvre. On dit que des questionnaires nouveaux et des bourreaux inventifs se présentèrent aussi pour l'interrogation de Damien.

La vengeance céleste, se manifeste aujourd'hui clairement sur le peuple Français ; il expie le crime d'avoir assassiné un Roi innocent, Le jour fatal du 21 Janvier 1793 est écrit dans le ciel en lettres de sang et c'est exactement 21 ans après ce 21 Janvier, que le châtimement commence.

Qu'ils sont dans une erreur profonde, ceux qui pensent que l'on peut appaiser le ciel outragé, par un crime nouveau dont les conséquences, peut-être, seroient plus affreuses encore que celles du premier ; Il a mérité des autels, et non la mort, celui qui a été digne d'être choisi par Dieu pour l'exécuteur de ses ordres ; celui qui maître de la puissance souveraine, se transporte dans la Basilique de St. Dennis (lieu de la sépulture des Rois) et ordonne l'érection de trois autels expiatoires des outrages envers les trois dynasties qui ont précédés la sienne.....Celui qui se séparant de son ami *Duroc*, lui dit dans le moment où il alloit s'élancer dans l'éternité ; *Duroc il y a une autre vie*, et nous nous y reverrons !.....

Le sacrifice est fait, pour la France.

Consummatum, etc.

L'Angleterre qui la première a donné aux nations civilisées l'exemple du Régicide, crime jusqu'alors inconnu parmi elles. . . .

ATTEND SON JUGEMENT.

LIVERPOOL—OFFICE DU COURRIER, LE 8 AVRIL 1814.

(Nouvelles apportées par un *Express*.)

Nous venons de recevoir l'intéressante, l'importante nouvelle de l'entrée des alliés à Paris, le 31 du mois dernier.

SECONDE EDITION.

ANGLETERRE. Département de la Guerre, le Mardi 5 d'Avril 1814.

OFFICE DU SUN—BULLETIN OFFICIEL.

Le Général Sir T. Graham a transmis à Lord Bathurst, un extrait d'une lettre du Général Aldercrutz, chef de l'état major du corps d'armée sous les ordres du Prince Royal de Suède, adressée au Gouverneur des Pays bas, et datée de Liège le 29 Mars ; elle porte qu'un aide de camp du Général Aldercrutz, venoit d'arriver à Liège, venant de Fère-

la-Champenoise d'où il étoit parti le 26 du courant ; que les troupes des alliés et les troupes Françaises commandées par les Maréchaux Macdonald, Oudinot, Marmont et Mortier, s'étoient battues continuellement depuis le 20 jusqu'au 25 ; que les alliés avoient eu l'avantage, et qu'ils avoient pris 9 officiers généraux, 10,000 hommes et 80 pièces de canon.

Après l'action du 21, à Arcis-sur-Aube, Bonaparte s'est porté sur St. Dizier et de la sur Joinville, mais la jonction de la grande armée avec celle de Blucher s'étant effectuée, la communication est coupée entre l'armée Française et Paris.

Les mouvemens de Bonaparte sont observés de très près par le général Vinzingerode, à la tête de 10,000 chevaux.

On s'attendoit à ce que l'avant garde du Maréchal Blucher arriveroit à Meaux le soir du 26 du courant.

TROISIEME EDITION.

Encore de bonnes Nouvelles.

Office du SUN, a 4 heures.

Le Capitaine Harris, aide de camp de Sir Charles Stewart est arrivé chez le Lord Bathurst ; il apporte les détails officiels de l'entrée des alliés à Paris.

Nous avons envoyé quelqu'un pour chercher les détails—nous mêmes, nous avons avant tout cela, vu des lettres venant de Paris, écrites par un des premiers officiers de Bonaparte qui disent—“ l'alarme et la confusion règnent ici ; les événements les plus importants se succèdent, et l'ordre établi des choses tombe rapidement. Achetez des consols.....”

QUATRIEME EDITION.

Entrée des alliés à Paris.

Nous apprenons qu'un officier qui est en route pour se rendre ici, apporte la nouvelle que les alliés sont entrés à Paris le 30, après avoir défait Bonaparte dans une bataille.

Paris a capitulé le 30 du mois dernier, les souverains alliés y sont entrés le 31.

CINQUIEME EDITION.

La bataille du 30 a eu lieu près Paris. Blucher a été joint par Schwartzemberg et l'armée combinée se monte à 180,000 hommes.

Bonaparte étoit à Montmirail avec 45,000 homme. . . . trop tard pour sauver Paris. . . . trop tard pour se sauver lui-même.

SIXIEME EDITION.

OFFICE DU SUN—SECOND BULLETIN OFFICIEL.

Departement de la Guerre Downing-street le 5 Avril.

Les lettres reçues de Sir C. Stewart datées de Belleville près Paris le 30 Mars, portent que l'armée des alliés attaqua l'ennemi ce même jour avec succès, que la perte de l'ennemi en prisonniers et

en artillerie fut considérable et que l'armée des alliés s'avança jusqu'aux portes de Paris après l'action.

Au moment où l'on alloit forcer les retranchemens, la ville envoya un parlementaire pour demander à capituler, ce qui fut accordé par l'Empereur de Russie et le Roi de Prusse, qui entrèrent à Paris le matin du jour suivant à 9 heures, à la tête de leurs troupes.

*God save the King.*8**

MESSAGE DU PRINCE REGENT AU PARLEMENT.

Star-Office, lundi à cinq heures.

Le chancelier de l'échiquier vient de communiquer à la chambre des communes l'agréable nouvelle de la rupture des négociations. Il a dit, en peu de mots, qu'il avait reçu l'ordre de son altesse le Prince Régent d'informer la chambre que les négociations qui depuis quelque tems se continuaient à Chatillon, venaient d'être définitivement rompues. (*hear, hear, hear, et de grands éclats de joie de toutes les parties de la chambre.*)

Il avait aussi reçu l'ordre d'informer la chambre, que les alliés, d'accord avec la Grande Bretagne, allaient faire circuler en France, une déclaration qui justifierait pleinement leur conduite aux yeux de l'Europe et du monde. Son altesse avait la ferme conviction que la chambre et le peuple approuveraient l'esprit et les principes d'après lesquels les négociations avaient été conduites et terminées. (*Hear, hear, hear.*)

Avant de conclure, il se trouvait très heureux de pouvoir assurer la chambre, que les alliés étaient parfaitement unanimes quant aux mesures à suivre désormais pour assurer la tranquillité de l'Europe. (*acclamations bruyantes.*)

Avril 7.

OBSERVATIONS POLITIQUES.

Les circonstances politiques qui se sont offertes, cette semaine, à notre attention, sont la dépression des fonds publics, la rupture des négociations, la substance des dernières dépêches des armées, et la cause des Bourbons. On croit généralement que les deux premières tiennent intimement aux deux autres. Nous savons très bien que Messieurs les capitalistes du *stock exchange*, ne sont pas doués d'une fort grande sagesse politique, puisque chaque nouvelle, quelque absurde qu'elle soit ou de quelque côté qu'elle vienne, affecte leurs opérations financières; néanmoins, l'habitude leur a donné un tel instinct pour ce qui regarde les affaires fiscales de l'état, que le public peut, à peu près, s'en fier à eux. Cette facilité qu'ils ont à se laisser entraîner à chaque fluctuation passagère, prouve même, que comme le liège sur

* * C'est ainsi dans l'original.

l'eau, ou la plume dans l'air, ils peuvent servir à indiquer le courant. Or ce courant, pour ce qui regarde les finances de l'état, c'est le crédit public ; et, quoique, en dise le *Courier*, le *Time*, &c. la dépression continue des fonds est une preuve irrécusable que la guerre n'est pas en faveur auprès des créanciers de la nation. Ceux qui agissent comme courtiers entre le gouvernement et le public, et qui par leurs opérations et négociations tournent à leur avantage immédiat les dépenses énormes de l'état, peuvent se réjouir de la continuation de la guerre ; mais les *bona-fide* propriétaires ou acheteurs des fonds, qui, dans la situation présente du pays, composent la grande majorité de la nation, sentent fort bien que la guerre affaiblit la sécurité réelle de cette espèce de propriété. Les agioteurs et contracteurs, et quelques spéculateurs aveuglés, qui s'imaginent que les marchés de l'Europe doivent nous être ouverts par force d'armes, sont les promoteurs de ce terrible cri de guerre qui retentit d'un bout du royaume à l'autre. C'est un libelle sur la nation Anglaise que de prétendre, qu'aveugle sur ses propres intérêts, morte à tout sentiment d'humanité, elle se réjouit d'une lutte qui dévore ses trésors, mine son crédit et ensanglantie l'Europe. La dépression des fonds publics à la nouvelle de la rupture des négociations, contredit formellement ce que les partisans de la guerre ont l'audace d'affirmer. On a mis en pratique mille expédients pour essayer de faire remonter le prix des fonds ; jusqu'à présent, tous ont été sans succès. Non seulement des nouvelles extravagantes sont promulguées et reçues sans reflexion, mais encore les faits les plus contradictoires sont racontés par les mêmes personnes, et presque tout d'une haleine. Il n'y a point de foi si parfaite et si universelle que la *foi aux nouvelles*. Nous n'affirmerons pas que le gouvernement cherche à tirer parti de cette faiblesse du public ; mais on pourrait citer des occasions où l'on a donné une autorité ministérielle à des rapports prématurés. La nouvelle de la défaite de Bonaparte devant Laon restera longtemps dans notre mémoire pour nous avertir qu'il ne faut pas toujours ajouter foi, même à des bulletins officiels.

Passons maintenant aux rapports que la gazette nous donne des mouvements des armées. Lord Bathurst écrit, que le prince Schwartzemberg, le 15, ult. avait fixé son quartier-général à Pont sur Seine, poussant ses avant-postes à *Provins* et *Bray*.

A la nouvelle de la défaite du corps Russe sous le général *St. Priest*, et de la ré-occupation de Rheims par Bonaparte, il se retira vers *Arcis sur Aube*, et reunit toutes les forces des alliés autour de cette place. Le 17, le général *Keiseroff*, commandant les avant-postes, donna avis que l'ennemi s'approchait et occupait déjà *Fere Champeoise*. On observait aussi des divisions françaises dans la direction de *Châlons*. Une lettre de Lord Castelreagh donne la suite de ces événements, laissant un intervalle de trois jours, dans le quel il paraissait que le prince *S.* s'est retiré d'*Arcis* et que Bonaparte en a pris possession. Nous devons regretter qu'on se soit contenté de mettre

sous les yeux du public de simples extraits, dont plusieurs expressions prouvent que les lettres dont ils sont tirés contenaient des détails d'opérations antérieures que nous ignorons. L'ennemi avait de larges masses de troupes devant *Arcis*.

Le 20 à une heure, les armées étant en présence, et tout annonçant une bataille générale, on observa l'ennemi filer dans la direction de *Vitri*, laissant une arrière garde en possession d'*Arcis*. Le prince royal de Wurtemberg attaqua cette arrière garde qui lui résista longtemps avec beaucoup d'opiniâtreté ; enfin elle fut forcée d'abandonner sa position ; et l'on fit les dispositions nécessaires pour suivre l'armée française dans sa retraite.

Nous ne ferons que très peu d'observations sur la prétendue contre révolution dans le sud de la France. Par les lettres particulières données dans les journaux, et que l'on dit être écrites par les officiers de l'armée Anglaise, il ne paraît pas que les peuples de ces provinces soient très portés à changer de gouvernement. Ils désirent la paix ; qu'on la leur donne, et ils se trouveront aussi contents sous l'autorité de Napoléon que sous celle de Louis. Une de ces lettres peint la population de la Guienne non seulement nombreuse ; mais encore jouissant d'une heureuse médiocrité, qui est la meilleure sécurité du gouvernement actuel, parcequ'elle n'offre point de prétextes à la turbulence. Point de millionnaires que l'on puisse offrir à l'envie ; point de misérables que l'on puisse pousser à des actions désespérées. Un tel peuple ne demande qu'à être laissé tranquille. Il peut bien, pour quelque tems, céder à la force ; mais il ne sera jamais assez fou pour exposer la douceur de sa situation présente dans des querelles pour le choix de tel ou tel gouvernement.

C'est pourquoi, en dépit des déclarations du *Courier*, nous ne croyons pas que l'esprit révolutionnaire ait été introduit parmi ces peuples. Leur sort actuel, comme il nous est dépeint par les lettres ci-dessus mentionnées, prouve que le code Napoléon est aussi admirable dans sa pratique que, d'après l'opinion générale, il l'est en théorie ; et quoique la proclamation de Louis XVIII promette de le conserver, je ne sais si l'histoire des ancêtres de ce prince autorise les habitans de la Guienne à risquer leur bonheur et leur repos par une nouvelle révolution dans leur gouvernement.

Nous trouvons dans le *Courier* les détails suivans sur les prétentions de Bonaparte. Les communications qui doivent être faites au parlement décideront bientôt si nous devons regarder cela comme authentique.

1. Il demande l'Italie, exigeant qu'Eugène Beauharnais en soit le roi ; ce qui le rendrait aussi complètement maître de ce pays que lorsqu'Eugène n'en était que le Vice Roi. Il veut aussi que Venise fasse partie de ce royaume ; de sorte qu'il est plus exorbitant dans ses termes qu'il ne le fut lors du traité de Luneville, par lequel Venise fut cédée à l'Autriche.

2. Il demande le Rhin pour limite—par conséquent les pays bas de-

meureraient annexés à la France, et il continuerait d'être maître d'Anvers et de l'Escaut.

3. Il ne demande point que la Hollande lui soit rendue, mais il exige ce qui rendrait son indépendance purement nominale ; c'est à dire Nimègue et une partie de la ligne du Wall.

4. Outre les demandes que nous venons de mentionner, il réclame de plus des indemnités pour divers membres de sa famille qui se trouveraient dépossédés de quelques titres ou territoires. De sorte qu'il faudrait indemnifier Joseph, pour la perte de son royaume d'Espagne ; Jérôme pour la perte de son royaume de Westphalie ; Napoléon Louis pour son Duché de Berg et de Cleves ; Eugène Beauharnais pour le sacrifice de ses droits au Duché de Frankfort, &c. nous ne savons point encore quelle devait être la nature de ces indemnités.

Depuis que nous avons écrit ces observations, nous avons reçu, par exprès, deux bulletins officiels, contenus dans le *London Evening Post* de Mardi. Le premier consiste dans une communication de Sir Thomas Graham, à laquelle on pourrait peut-être ne pas attacher beaucoup de crédit, vu la manière très indirecte par laquelle on l'a obtenue ; si d'ailleurs elle n'était pas confirmée par des bulletins subséquents. Il paraîtrait donc que les Français ont été engagés pendant cinq jours, et toujours à leur désavantage.

Bonaparte s'était avancé jusqu'à St. Dizier et Joinville, et le 26—ses communications avec la capitale étaient interceptées. L'autre bulletin annonce la capitulation de Paris, et nous renvoie pour les détails aux dépêches de Sir C. Stewart. Nous n'avons aucune raison de douter de l'authenticité de ces documents ; mais nous retarderons nos remarques jusqu'à ce que nous ayons vu toutes les particularités, dans la Gazette officielle. Ce second bulletin ne nous apprend rien que le simple fait de la capitulation ; et lorsqu'il mentionne une attaque faite sur l'ennemi, il nous laisse ignorer quelle partie des forces Françaises a été ainsi défaite aux portes de la capitale. Nous attendons avec impatience les dépêches officielles pour nous satisfaire et éclairer nos lecteurs sur ce sujet important.

Après tout, avec le seul fait devant nous de la prise de Paris par les alliés, nous sommes encore parmi le nombre de ceux qui pensent que l'on doit négocier avec Bonaparte.

Celui qui a traité avec l'empereur d'Autriche dans Vienne, peut être forcé, dans Paris, d'accepter des termes qui humilient son pouvoir et répriment son ambition. Le moment est arrivé où la déclaration de Frankfort peut être interprétée selon le désir des souverains alliés. Ils ont solennellement promis de respecter l'indépendance nationale de la France ; et ils se rappelleront qu'il y a dans la modération une magnanimité qui, seule, peut assurer la victoire et rendre une tranquillité réelle à l'Europe.

FRANCE.

DÉCRETS IMPÉRIAUX.

Au quartier-impérial à Fisme, le 5 Mars 1814.

NAPOLEON, EMPEREUR DES FRANÇAIS, ROI D'ITALIE, PROTECTEUR DE LA CONFÉDÉRATION DU RHIN, MEDIATEUR DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, etc., etc., etc.

Considérant que les généraux ennemis ont déclaré qu'ils passeraient par les armes tout les paysans qui prendraient les armes :

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1.^{er} Tous les citoyens Français sont non seulement autorisés à courir aux armes, mais requis de le faire ; de sonner le tocsin aussitôt qu'ils entendront le canon de nos troupes s'approcher d'eux, de se rassembler, de fouiller les bois, de couper les ponts, d'intercepter les routes, et de tomber sur les flancs et sur les derrières de l'ennemi.

2. Tout citoyen français pris par l'ennemi, et qui serait mis à mort, sera sur-le-champ vengé par la mort, en représailles, d'un prisonnier ennemi.

3. Nos ministres sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera imprimé, affiché et inséré au bulletin des lois.

Au quartier-impérial à Fisme, le 5 mars 1814.

NAPOLEON, etc.

Considérant que les peuples des villes et des campagnes, indignés des horreurs que commettent sur eux les ennemis, et spécialement les Russes et les cosaques, courent aux armes, par un juste sentiment de l'honneur national, pour arrêter des partis de l'ennemi, enlever ses convois et lui faire le plus de mal possible ; mais que dans plusieurs lieux ils en ont été détournés par le maire ou d'autres magistrats.

Nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Art. 1.^{er} Tous les maires, fonctionnaires publics et habitans qui, au lieu d'exciter l'élan patriotique du peuple, le refroidissent ou dissuadent les citoyens d'une légitime défense, seront considérés comme traîtres, et traités comme tels.

2. Nos ministres sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au Bulletin des lois.

Signé, NAPOLEON.

Par l'Empereur,

Le ministre secrétaire-d'état.

Signé, le duc DE BASSANO.

Proclamation du Roi Joseph Napoleon,

Lieutenant général de l'Empereur, commandant en Chef de la Garde Nationale de Paris, aux Citoyens de Paris.

Citoyens de Paris, une colonne de l'ennemi a pris possession de Meaux.

Elle s'avance par la route d'Allemagne, mais l'Empereur la poursuit de près à la tête de son armée victorieuse. Le conseil de la régence a pourvu à la sûreté de l'Impératrice et du Roi de Rome.

Je reste avec vous, armons-nous pour défendre cette ville.....ses monuments.....ses richesses.....nos femmes et nos enfants.....tout ce qui nous est cher.

“(Que cette ville illustre devienne un camp pour quelques heures ; que l'ennemi trouve sa perte dans ces murs où il espère entrer triomphant.)”

L'Empereur marche à notre secours—protégeons nous par une courte et vigoureuse résistance et conservons l'honneur Français.

Paris le 29 Mars 1814.

On lit en marge :—L'Impératrice et le Roi de Rome ont laissé Paris le 29, ils sont à Rambouillet.—Blucher est près de Paris.

Paris, le 21, Mars.

S. M. l'Impératrice-Reine et Régente a reçu les nouvelles suivantes de la situation des armées au 20 Mars :

Le général russe Wittgenstein, avec son corps d'armée, était à Villeneuve. Il avait jeté des ponts à Pont, où il avait passé la Seine, et il marchait sur Provins.

Le duc de Tarente avait réuni ses troupes sur cette ville. Le 16, l'ennemi manœuvrait pour déborder sa gauche. Le duc de Reggio engagea son artillerie, et toute la journée se passa en canonnade.

Le mouvement de l'ennemi paraissait se prolonger sur Provins et sur Nangis.

D'un autre côté, le Prince de Schwartzemberg, l'Empereur Alexandre et le roi de Prusse, étaient à Arcis-sur-Aube.

Le corps du prince-royal de Wurtemberg s'était porté sur Villers-aux-Corneilles.

Le général Platow, avec ses trois milles barbares, s'était jeté sur Fère-Champenoise et Sézanne.

L'empereur d'Autriche venait d'arriver de Chaumont à Troyes.

Le Prince de la Moskowa est entré le 16 à Châlons-sur-Marne.

L'EMPEREUR a couché le 17 à Epernai; le 18 à Fère-Champenoise, et le 19 à Plancy.

Le général Sébastiani, à la tête de sa cavalerie, a rencontré à Fère-Champenoise le général Platow, l'a culbuté et l'a poursuivi jusqu'à l'Aube, en lui faisant des prisonniers.

Le 19, après-midi, l'EMPEREUR a passé l'Aube à Plancy. A cinq heures du soir, il a passé la Seine a un gué et fait tourner Méry, qui a été occupé.

A sept heures du soir, le général Letort, avec les chasseurs de la garde, est arrivé au Village de Châtres coupant la route de Nogent à Troyes ; mais l'ennemi était déjà par-tout en retraite. Cependant le général Letort a pu attendre son parc de pontons, qui avait servi à faire le pont de Pont-sur-Seine ; il s'est emparé de tous les pontons sur leur haquets attelés, et d'une centaine de voitures de bagages ; il a fait des prisonniers.

Dans la journée du 17, le général Wrede avait rétrogradé rapidement sur Arcis-sur-Aube. Dans la nuit du 17 au 18 l'empereur de Russie s'était retiré sur Troyes. Le 18 les souverains alliés ont évacué Troyes et se sont portés en toute hâte, sur Bar-sur-Aube.

S. Mr. l'Empereur est arrivé à Arcis-sur-Aube le 20 au matin.

STOP THE PRESS.

Very Interesting.

A forgery—A French handbill was put in circulation the evening before last, stating, as we are informed, that a letter had been received from France, by the Regent, dated the 10th of April, two days later than any of the genuine letters brought by her, which letter of the 10th contained the important fact that Bonaparte had re-taken Paris, and was now in possession of that city with an army of 200,000 men. Not satisfied with this the handbill charged the captain, owner and all concerned in the Regent with being in possession of this intelligence and with suppressing it for sinister and selfish purposes. Our French democratic papers have eagerly seized upon this intelligence, and even copied extracts from this false and forged letter into their papers. But we have it in our power to state for the information of the public, that it appears on examination, that at the date of the letter in question, at Nantz, the Regent was nearly 300 miles at sea. And consequently, that the letter must be a palpable forgery. A suit we learn, is instituted or about to be instituted by the owners of the Regent against the publishers of the French handbill for a libel.

(Evening Post, Friday May 20)

REPOSE.

Aujourd'hui Samedi 21 Mai, au matin, en présence de Dieu qui m'ordonne, et des hommes qui m'écoutent, je dénonce à la justice le misérable qui a écrit ces lignes, que je n'ai pas voulu traduire. Et je

dis aux chefs du Gouvernement, aux Juges, et à tous les Agents chargés de veiller à la tranquillité publique et d'assurer le repos des honnêtes gens en réprimant les brigands, qui ne peuvent exister que dans le désordre, et qui ne s'alimentent, que par le malheur de tous.....Je dis donc que le 20 May, par la bouche d'un infâme, la vertu a été outragée, l'honneur méconnu, l'ordre social compromis !.....

Le courier des ténèbres a osé montrer sa hideuse face en plein jour il a ri de la douleur d'un cœur pur, il a insulté la probité.....Il n'a pas osé mettre son nom au bas de son injurieux article, et il sait bien que j'ai signé ce que j'ai écrit.....Mais je n'ai pas besoin de connaître son nom aujourd'hui ; il suffit que je sache que c'est le même homme qui depuis trop longtems jette chaque soir des ordures à la figure des tout le monde ; dont la feuille exâle une odeur de corruption morale, qui décèle que le cadavre est là ;.....restes méprisés d'un parti qui est fini.....

Je vous salue Mr. Holt...l'odieux écrivain vous attaque dans le même moment,....je savais depuis longtems que vous êtes un brave homme, Mais je crois maintenant que vous valez mieux que moi, puisque le reptile venimeux vous a choisi avant moi.....Ayons confiance en Dieu, et restons assurés que le règne du crime touche à sa fin,...que le moment est venu où l'ivraie sera séparée du bon grain.....

Le Soleil que l'Aigle peut fixer, écrase le Hibou, de ses rayons divins.....Si la Providence m'a destiné à châtier les méchants, le Bouc d'Israël, l'animal immonde est venu briser ses cornes, contre un mur d'airain.

FIAT LUX.

Le Brig REGENT, Capitaine....., armateurs Palmer and Hamilton. étant au bas de la rivière de Loire, près du lieu nommé Menden, deux jours avant de mettre en mer, a reçu a son bord un officier de Douanne Français, qui lui a communiqué le *Bulletin Officiel* de

L'Entré triomphante de Napoléon dans Paris, à la tête de deux cents mille hommes.

Lecture de ce bulletin a été faite en présence de tout l'équipage et traduit en Anglois pour quelques uns d'eux. Le Capitaine a depuis recommandé a ses matelots de ne pas parler de cette nouvelle en Amérique, parceque disoit-il cela pourroit nuire à la cargaison. Les Matelots qui ont révélé cette particularité, disent, qu'ils ont obéi a cette injonction, jusqu'au moment où ils ont été payés de ce qui leur étoit du, mais qu'aujourd'hui ils ne se croient pas obligés à garder plus longtems le silence.....voilà la vérité,.....Si l'EVENING POST, AND Co. en doutent, ils peuvent m'attaquer en justice, et alors je ferai paroître les témoins qui m'ont raconté ceci.

Proclamation de Son Excellence le maréchal duc de Dalmatie, lieutenant-général de l'Empereur, à l'armée!

SOLDATS !

De nouveaux combats vous appellent; il n'y aura pour nous de repos, attaquans ou attaqués, que lorsque cette armée, formée d'élémens si extraordinaires, sera entièrement anéantie, ou qu'elle aura évacué le territoire de l'Empire, quelle que soit sa supériorité numérique, et quels que soient ses progrès: elle ne se doute pas des dangers qui l'environnent, ni des périls qui l'attendent; mais le temps lui apprendra, ainsi qu'au général qui la commande, que ce n'est pas impunément que des parties de notre territoire sont envahies, et que ce n'est pas impunément que l'on outrage l'honneur français.

Soldats! le général qui commande l'armée contre laquelle nous nous battons tous les jours, a eu l'impudeur de vous provoquer et de provoquer vos compatriotes à la revolte et à la sédition. Il parle de paix, et les brandons de la discorde sont à sa suite. Il parle de paix, et il excite les français à la guerre civile. Grâce lui soient donc rendues de nous avoir ainsi fait connaître ses projets! Dès ce moment, nos forces sont centuplées, et dès ce moment aussi il rallie lui-même aux aigles impériales ceux qui, séduits par de trompeuses apparences, avaient pu croire qu'il faisait la guerre avec loyauté.

On a osé insulter à l'honneur national: on a eu l'infamie d'exciter des français à trahir leurs sermens, et à être parjures envers l'Empereur: cette offense ne peut être vengée que dans le sang. Aux armes! que dans tout le midi de l'Empire ce cri retentisse! Il n'est point de français qui n'ait à se venger, ou il abjure sa patrie, et dès ce moment on doit le compter au nombre des ennemis. Encore quelques jours, et ceux qui ont pu croire à la sincérité et à la délicatesse des anglais, apprendront à leurs dépens que leurs artificieuses promesses n'avaient d'autre but que d'énervier leur courage et de les subjuguier; ils se rappelleront ces êtres pusillanimes qui calculent les sacrifices qu'ils doivent faire pour sauver la patrie, que les anglais, dans cette guerre, n'ont d'autre objet que de détruire la France par elle-même, et d'asservir les français comme les portugais, les siciliens, et tous les peuples qui gémissent sous leur domination. L'histoire du passé se représentera au souvenir de ces anti-français, qui préférèrent des jouissances passagères au salut de la grande famille, et ils verront des anglais faire égorger à Quiberon des français par des français; ils verront les anglais à la tête de toutes les conspirations, du bouleversement de tous les principes, de la destruction de tous les établissemens de grandeur et d'industrie, pour satisfaire leur ambition démesurée et leur insatiable avidité. Existe-t-il un seul point sur le globe, connu des anglais, ou il n'aient fait détruire, par séduction et par violence, les manufactures et les fabriques dont les produits rivalisaient avec les leurs, ou les éclipsaient? Tel seraient le sort des établissemens français, si les anglais parvenaient à leur but.

Soldats! vouons à l'opprobre et à l'exécration générale tout Fran-

çais qui aura favorisé d'une manière quelconque les projets insidieux des ennemis ; celui même qui, quoique momentanément assujéti, n'aura pas cherché tous les moyens imaginables pour leur nuire. Vous aussi à l'opprobre et renions pour Français ceux qui, pouvant se défendre personnellement, se prévalent de prétextes spécieux pour s'en dispenser. Dès ce moment, il n'y a plus de lien entre eux et nous, et nous pouvons anticiper sur l'inéxorable histoire qui portera avec exécution leur nom à la postérité !

Quant à nous, notre devoir est tracé : *honneur et fidélité* ! voilà notre devise. Combattre, jusqu'au dernier, les ennemis de notre Auguste Empereur et de notre chère France ; respect aux personnes et aux propriétés ; plaindre l'infortune de ceux qui sont momentanément assujétis, et hâter l'instant de leur délivrance ; obéissance et discipline ; haine implacable aux traîtres et aux ennemis du nom Français ; guerre à mort à ceux qui tenteraient de nous diviser pour nous détruire ! Ayons toujours dans notre pensée quinze siècles de gloire et les triomphes innombrables qui ont illustré notre patrie ; contemplons les efforts prodigieux de notre Grand Empereur ; et ses victoires signalées qui éterniseront le nom Français ; soyons dignes de lui, et alors nous pourrons léguer, sans tache, à nos neveux, l'héritage que nous tenons de nos pères. Soyons Français, et mourons les armes à la main, plutôt que de survivre à notre déshonneur.

Du quartier-général, le 1 Mars 1814.

Le Maréchal d'Empire, lieutenant-général de l'Empereur,
Signé Maréchal duc DE DALMATIE.

Narbonne 18 Mars.

Une nouvelle colonne de 6,000 hommes, tirée de l'armée de S. Exc. le Maréchal duc d'Albufera, et dirigée sur Lyon, vient de terminer son passage en poste par Sigeon et Narbonne. Malgré la précipitation des mouvemens, le plus grand ordre a régné dans les deux relais, et les habitans ont manifesté le même zèle qu'à l'époque du passage de la première colonne. Il y a part-tout tranquillité, promptitude et abondance de moyens au point que, tous les jours, l'excédent des charrettes requises a été employé à des évacuations de malades et de blessés sur Béziers.

Les troupes sont toujours arrivées à Narbonne à une, deux et trois heures du matin. Plusieurs citoyens s'étaient spontanément organisés en patrouilles pour conduire les militaires dans leur logement. Les maisons étaient ouvertes pendant toute la nuit. Des habitans se tenaient sur leurs portes pour inviter les soldats à entrer chez eux ; par-tout de grands feux, des vivres sains et abondans, par-tout l'hospitalité la plus cordiale. On a vu même des pauvres artisans, et des manœuvriers plus pauvres encore, céder leurs lits, épuiser leurs provisions et en emprunter à leurs voisins.

On lit dans le *Journal de l'Empire* la lettre suivante, écrite de Châlons-sur-Marne, le 17 mars :

“ L'armée alliée est entrée ici le 2 février dernier, après une fusillade et un bombardement qui a incendié une douzaine de maisons et en a ruiné ou endommagé une cinquantaine. Je ne peindrai pas, quant à présent, tout ce que notre ville et ses environs ont souffert pendant six semaines. Elle a été le passage, le lieu de séjour, et aussi le point de retraite d'une foule de corps ennemis. On a consommé à-peu-près toute nos ressources, soit par réquisitions, soit par pillage, soit dans les logemens. Nous n'avons vu ici que des prussiens et des russes. Pendant quarante jours, nous nous sommes trouvés sans communication, même avec nos faubourgs. Tous nos environs sont dévastés, la plupart des villages détruits, démolis ou brûlés. Les plus heureux sont ceux qui n'ont été que pillés. Je ne sais si vous vous faites une idée de tout cela, mais pour quiconque l'a vu et souffert, c'est intolérable. Aussi la population de ce pays est réduite au désespoir, et en a maintenant tout le courage. A la suite d'un grave échec qu'un corps russe a reçu à Reims, vers le 12 ou le 13 du courant, les français sont rentrés ici le 15 mars au soir, sans coup férir.

“ Les prussiens évacuaient par la porte Saint Croix pendant que les français entraient par la porte Saint-Jacques. Il est impossible de peindre l'enthousiasme spontanée avec lequel l'armée française a été reçue. Toute la population de la ville faisait retentir les cris de *vive l'Empereur ! vive les français !* en un instant la ville fut illuminée.— Ce mouvement électrique fut vivement partagé et senti par l'armée. L'armée prussienne et russe a fait sa retraite sur la route de Vitry.

“ Les paysans amènent sans cesse des prisonniers ; ils les désarment avec des bâtons.

“ Quelques personnes de notre ville s'étaient réfugiées à Sainte-Menehould, qui n'a pas été occupé par les alliés : elles sont de retour.”

UN MOT

SUR LES FAISEURS—(On prononce *Féseurs*.)

L'on connoît les faiseurs d'Almanachs, les faiseurs de contes, les faiseurs de dupes, les faiseurs d'affaires, tous leurs beaux talents réunis se retrouvent d'ordinaire dans ce qu'on appelle, par excellence, FAISEURS. L'on en fait deux classes distinctes nous en avons de *grands* et de *petits*.

Les grands faiseurs sont plutôt ceux dont les bévues influent sur le sort des empires, que ceux qu'on distingue par l'étendue des talents.

Les ministres, les législateurs, les chefs des grands corps politiques peuvent seuls prétendre au premier de ces

titres—le second est réservé à cette multitude remuante, qui, sans avoir l'honneur des *conceptions*, se met en campagne pour en assurer le succès. Ils se chargent avec zèle des entreprises plus ou moins hasardeuses dans lesquelles il s'agit d'éblouir les esprits, de séduire la multitude et de braver souvent les opinions et les loix.

Les petits faiseurs fourmillent dans la société. Les esprits inquiets, ardens et impérieux, tous ceux auxquels une excessive vanité persuade qu'ils sont nés pour jouer un rôle dans le monde, sont naturellement disposés pour un genre de services qui les entoure d'abord d'une considération apparente, car de quelle considération ne jouit-on pas l'orsqu'on a de l'or à répandre et des faveurs à promettre ?

Les faiseurs passent pour être utiles dans les républiques où ils entretiennent une fermentation essentielle à l'aliment de la liberté. Dans les monarchies bien réglées leur rôle est plus dangereux et leurs innovations presque toujours mortelles. Mais c'est dans les révolutions qu'on les voit briller de tout leur lustre. Les **GRANDS FAISEURS** y organisent les conspirations, y préparent les coups d'éclat ; **LES PETITS FAISEURS** s'agitent avec une activité incroyable pour en assurer le succès, on les trouve dans tous les cercles, ils se glissent chez les gens en place, et savent à l'occasion s'établir parmi les dernières classes de la société ; tantôt résidents sédentaires ils redoutent l'éclat et le bruit, tantôt sortant de leur active retraite, et parcourant avec rapidité les provinces, ils vont y répandre à grands fraix les alarmes et l'espérance.

Si les gens éclairés les devinent et se moquent d'eux, si les hommes timides qui ne connoissent d'autres excès que celui de la prudence, ne leur accordent qu'une admiration stérile, quelle facilité ne leur donnent pas, dans l'esprit du vulgaire, les airs, le luxe, le ton d'assurance dont se compose tout leur talent ; qui ne voudroit en effet être admis dans les secrets importants dont ils se disent dépositaires ; admirer à loisir la profondeur de leurs sublimes desseins ; participer surtout aux faveurs qu'ils vont incessamment répandre ?

Voilà donc la France encore une fois menacée des talents de Messieurs les **FAISEURS** ! en vain une expérience fatale vient de répéter aux hommes combien il y avoit à

perdre, à renverser les idées reçues, les principes établis et les loix en vigueur, en vain avons-nous observé l'affreuse issue d'une révolution dont les principes avoient séduits jusqu'au monarque vertueux qui devoit en être la plus illustre victime, *les grands et les petits FAISEURS*, veulent s'emparer du peuple Français pour lui faire connoître un nouveau degré de misère.

Les GRANDS préparent en Angleterre 150000 fusils pour les bons Français du Sud de la France, c. à d. pour ceux qu'ils feront revolter ; un nombre au moins égal est prêt sans doute dans les arsenaux de Russie, pour armer ceux du nord, dès qu'ils sentiront la honte de résister à *ces illustres régénérateurs*, et qu'ils consentiront à sunir à eux pour punir les mauvais Français, c. à d. ceux qui défendent leur patrie.

Que de petits FAISEURS doivent s'agiter aujourd'hui pour faire réussir ce magnifique projet, que d'or va se répandre, que de grâces vont être promises pour activer ces moyens *innocens et humains* par lesquels on peut établir une *bonne guerre civile*.

Les grands FAISEURS ont cru devoir recourir au nom respecté des Bourbons pour marquer leur projets homicides peut-on mêler un nom qui rappelle tant de douceurs et de bonté aux horribles fleaux dont on écrase leur pays ? Dans quel temps vient-on proposer des Princes Français ? Considérons la main qui nous les donne, rappelons-nous la coalition dans la guerre révolutionnaire et profitons de tant d'utiles leçons.

Peut-on croire, que les Bourbons pour le plaisir de régner, vont faire couler le sang des Français ? Peut-on, croire qu'ils ont oublié les paroles de leur chef malheureux *Louis XVI.. Qu'on ne verse pas une goutte de sang pour ma cause personnelle.*

Espérons que malgré tous les talents de Messieurs les grands et petits FAISEURS, les Français ne tourneront point contre eux mêmes les armes qu'ils savent si bien manier contre les dévastateurs de leur beau pays. Espérons qu'ils n'auront pas l'aveuglement funeste dépuiser les restes de leur propre sang pour livrer leur patrie asservie à la haine implacable et aux fureurs sanguinaires des ennemis du NOM FRANCOIS. *AMICUS PATRIÆ.*